

19 Mars 2013

L'UDI tire à boulets rouges sur Troussel

A trois jours du vote du budget du conseil général, les centristes critiquent la hausse des impôts annoncée par le président PS.

« Claude, réveille-toi, ils sont devenus fous. » Contre toute attente, cette supplique au retour de Claude Bartolone (PS) au conseil général de Seine-Saint-Denis émane... du député-maire UDI de Drancy. Hier, à trois jours du vote du budget au conseil général, Jean-Christophe Lagarde s'est invité dans le débat en réunissant autour de lui les « grands élus » du parti centriste dans le 93, à savoir les maires de Noisy-le-Sec et de Vaujours, le sénateur-maire du Bourget et évidemment trois des cinq conseillers généraux du groupe centriste, dont son président, Stéphane Salini.

Dix jours après le Front de gauche qui dénonce un « budget d'austérité », eux aussi ont dans le collimateur la hausse programmée de 7,5 % de la taxe foncière. « Cette majorité de gauche s'apprête à voter un budget de soumission, dénonce Jean-Christophe Lagarde. Je suis stupéfait que Stéphane Troussel ne reprenne

pas les réclamations de Bartolone : le 1,6 Md€ dû par l'Etat (NDLR : les charges sociales transférées et non compensées depuis 2004) ou les 400 policiers en plus. C'est ça le changement pour la Seine-Saint-Denis qui a voté à 65 % pour Hollande ? Aucune perspective de redressement, le gourdin fiscal et la suppression des services rendus. »

■ Ils ne cachent pas leur ras-le-bol

Ultime hommage au locataire du perchoir, l'UDI va jusqu'à ressusciter le « budget de révolte » présenté par Claude Bartolone en 2010. Son groupe présentera jeudi, jour du vote, un amendement demandant l'inscription en recette de 75 M€ réclamés à l'Etat. « La somme permettra non seulement l'abandon de la hausse d'impôts, mais aussi l'arrêt de la hausse des cantines des collèves, le retour de l'aide au transport pour les jeunes, du chèque ordinateur en 6^e, et les subventions aux crèches pri-

vées du département que le conseil général s'apprête à supprimer », énumère Stéphane Salini. Ce dernier propose aussi le recrutement de 40 conseillers d'insertion dans les villes, qui permettrait le retour à l'emploi de 2500 bénéficiaires du RSA.

Les maires UDI ne cachent pas leur ras-le-bol, dénonçant le moratoire sur les subventions des villes et la « gabegie » de l'administration. « Le conseil général va de renoncement en renoncement et ce sont les habitants qui trinquent », résume le sénateur-maire du Bourget, Vincent Capo-Canelas.

JULIEN DUFFÉ